



Des hauts fonctionnaires du ministère dénoncent la politique Blanquer

Le 14 mai, un groupe d'une quinzaine de hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale (Dasen, inspecteurs généraux, cadres du ministère), certains de « droite » et d'autres « de gauche », faisait parvenir une tribune à différents médias. Ils y déclarent observer « consternés, **un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs** ».

Ils déplorent d'abord le « **double discours permanent** » du ministère. Ainsi l'école de la confiance n'est qu'un « immense mensonge » du Cabinet ministériel qui « manie contrôles, censures, dans un management autoritaire, fondé sur la suspicion, la menace, le verrouillage de toute expression qui ne serait pas "dans la ligne" » et des procédés « inédits, jamais vus à ce niveau dans l'École de la République ». Mensonge encore avec « l'affichage d'un discours sur l'Excellence en voie professionnelle [...] alors que dans le même temps s'opère une dilution de la voie professionnelle publique sous statut scolaire en vue d'une disparition progressive du lycée professionnel mis en concurrence avec des organismes de formation privés et l'apprentissage »

Les signataires fustigent également la **mise au pas du système éducatif** : « ce n'est pas seulement la liberté pédagogique des enseignants qui est mise à mal, mais aussi la liberté de pensée d'une Institution toute entière mise au pas [...] : des enseignants à qui l'on distribue des « guides », au mépris de leur expertise, des inspecteurs du premier degré que l'on veut caporaliser, dont on réduit les missions à des fonctions de contrôle, [...] des chercheurs en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales que l'on stigmatise, ostracise, voire excommunie du débat d'idées inhérent à tout système éducatif dans un État de droit, des instances d'évaluation que l'on met au pas, voire que l'on remplace pour que le Ministre ne puisse disposer que des évaluations abondant dans le sens des réformes du ministère, [...] des fonctionnaires et hauts-fonctionnaires purement et simplement dépossédés de leurs dossiers d'expertise au profit de technocrates plus soucieux de leur intérêt de carrière à court terme que de la qualité du service rendu compte tenu, au choix, de leur inexpérience ou de leur incompétence ». Concernant le primaire, ils soulignent que « les enseignants du premier degré sont [...] renvoyés à un statut de simple exécutants, suspendus à des préconisations d'une neuroscience devenue toute puissante et intolérante aux autres sciences de l'éducation. Des inspecteurs territoriaux deviennent contraints de surveiller et obligés de se faire, eux-mêmes et

à leur corps défendant, des exécutants aux ordres, malgré leur ressentiment, malgré parfois leur honte (une phrase revient souvent dans toutes les académies, à presque tous les postes sans que le Cabinet n'en ait cure : « jusqu'où pourrions-nous nous regarder dans la glace le matin ? » ; « nous avons l'impression de nous renier nous-mêmes », etc.). Les agents publics sont amenés à faire passer les réformes venues d'en haut, au mépris même de leur autonomie et de leur conceptions éducatives. »

Le groupe Grenelle condamne ensuite « **l'invasion des soft skills issues de l'idéologie néolibérale**, reprenant les théories behavioristes les plus éculées, [qui] contaminent le champ éducatif comme nouveau modèle de compétences centré sur l'individu au détriment des valeurs du collectif », le numérique éducatif devenant dans ce cadre l'« alpha et oméga de la pensée pédagogique actuelle » et servant de « cheval de Troie pour infiltrer les pratiques pédagogiques et offrir l'échec scolaire en marché aux éditeurs numériques et opérateurs privés ».

Les rédacteurs de la tribune dénoncent encore le **caractère « réactionnaire » de la politique menée par Blanquer** que ce soit dans le secondaire (réforme du bac, « saignée horaire des disciplines générales en lycée professionnel » visant « à séparer les LP du paysage scolaire français en les arrimant au monde de l'entreprise ») ou dans le primaire : « priorisation accordée à la maternelle privée (avec l'obligation scolaire à 3 ans) quand les maternelles publiques manquent de moyens », « instrumentalisation de la thématique de l'échec scolaire pour rogner sur les moyens attribués à l'Éducation prioritaire ».

Enfin, **la duplicité du ministère est à nouveau mise en avant quand il s'agit de laïcité ou de respect d'autrui** puisqu'il s'agit là encore, selon eux, d'une formule « formule d'affichage réservée à la communication médiatique ministérielle » alors que « le ministère ferait bien d'initier dans ses logiques quotidiennes ce "respecter autrui" si absent de ses propres fonctionnements, comme un rapport de l'Inspection générale vient de le pointer ».

Les réformes réactionnaires et ultralibérales de l'école, le musellement de toute voix dissidente, la privatisation de l'enseignement ou le mépris des personnels, dénoncés dans cette tribune, sont autant de dérives contre lesquelles le SNUDI FO ne cesse de se battre depuis des années en alertant les collègues, en défendant les dossiers individuels et en œuvrant à la construction d'un mouvement collectif nécessaire pour obtenir la fin de pratiques mortifères pour notre système éducatif.

→ [Tribune du groupe Grenelle](#)